

A. TABLEAU DES RESULTATS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2012-2013

Le tableau des résultats pour l'exercice biennal 2012-2013 :

1. donne pour la première fois une vue d'ensemble des résultats et des ressources par objectif stratégique. Cela vient s'ajouter à la structure de programme traditionnelle, qui a été préservée. En outre, la part de chacun des résultats escomptés dans le développement est indiquée (prise en considération du développement).
 - Indications fournies par les États membres dans le cadre du questionnaire sur le programme et budget.
 - Contexte stratégique global du Plan stratégique à moyen terme (PSMT) et observations des États membres, tels qu'ils apparaissent dans le rapport des assemblées de 2010 et son annexe.
 - Budget et part du budget consacrée au développement, par résultat escompté, à partir de la planification concernant les programmes (processus ascendant)
 - Unification des résultats visés pour la période 2012-2013 (élimination de la duplication des tâches et unification à l'échelle de l'Organisation des résultats précédemment incorporés au programme); le nombre de résultats escomptés est ainsi passé de 139 pour la période 2010-2011 à 60 pour la période 2012-2013.
 - Prise en considération du développement et des projets relevant du Plan d'action pour le développement dans le programme et budget, conformément aux mécanismes approuvés par les assemblées de l'OMPI tenues en 2010;
2. facilite l'examen, par les États membres, des ressources déployées par l'Organisation pour atteindre les résultats;
3. offre en toute transparence une vue d'ensemble de la contribution des programmes aux résultats escomptés au niveau de l'Organisation
 - "Unis dans l'action" – plus d'éléments isolés;
4. contient des paramètres renforcés pour l'évaluation des résultats (indicateurs d'exécution, niveaux de références cohérents et objectifs visés). Ce tableau facilitera et renforcera l'établissement de rapports concernant les résultats à l'intention des États membres.

Les changements ci-après ont été apportés au niveau des programmes

- Les PME ont été intégrées dans le programme 1 (Droit des brevets et innovation). Il existera également des liens avec le programme 2 (Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques). Tous ces éléments – innovation, marques et dessins ou modèles – sont essentiels pour renforcer la compétitivité et permettre aux PME de participer plus efficacement au système mondial de propriété intellectuelle.
- L'innovation et le transfert des technologies sont passés du programme 18 (Propriété intellectuelle et enjeux mondiaux) au programme 1 (Droit des brevets et innovation).
- Le nouveau programme 13 (Bases de données mondiales – PATENTSCOPE et Base de données mondiales sur les marques) a été créé afin de souligner l'approche de l'Organisation en faveur d'une infrastructure mondiale de propriété intellectuelle.

- Le nouveau programme 31 (Système de La Haye) prévoit une visibilité accrue du Système de La Haye pour souligner l'accent mis sur la promotion d'une utilisation plus fréquente du système.

B. DEVELOPPEMENT

Définition

“Les ressources sont indiquées comme *dépenses consacrées au développement* uniquement lorsque le bénéficiaire est un pays en développement et que des dépenses équivalentes ne sont pas prévues pour les pays développés”¹.

Cette définition ne tient pas compte de la contribution au développement des résultats relatifs aux services de l'OMPI qui profitent à l'ensemble des États membres (en particulier dans le cadre de l'objectif stratégique II).

Part des ressources consacrée au développement

Dans le programme et budget proposé pour la période 2012-2013, la part des ressources affectées au développement est passée de 19,4% à 21,7% depuis l'exercice biennal précédent.

Cela représente une augmentation de 20,3 millions de francs suisses (entre les 120,2 millions de l'exercice biennal 2010-2011 et les 140,5 millions du programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2012-2013) – soit une augmentation de 16,9%).

Activités consacrées au développement en 2012-2013 (en milliers de francs suisses)

Programmes (part correspondante des ressources de programme)	Budget 2010-2011 approuvé*	Budget 2010-2012 après virements*	Budget 2012-2013 proposé*	Plan d'action pour le développement 2012-2013	Montant total 2012-2013, y compris le Plan d'action pour le développement
1 Droit des brevets et innovation	4 729	8 739	12 562	1 780	14 342
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	1 493	2 136	2 486	-	2 486
3 Droit d'auteur et droits connexes	5 459	8 476	14 492	-	14 492
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	6 443	5 959	6 322	-	6 322
5 Système du PCT	4 052	2 768	5 453	-	5 453
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	2 368	1 864	4 821	-	4 821
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	-	-	303	-	303
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	5 337	5 269	4 788	-	4 788
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	42 178	35 534	34 024	1 078	35 102
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	6 111	6 460	6 439	-	6 439
11 Académie de l'OMPI	10 193	9 492	9 822	510	10 332
12 Classifications internationales et normes	419	197	1 213	-	1 213
13 Bases de données mondiales	-	138	1 126	-	1 126
14 Services d'accès aux savoirs	1 493	1 224	5 140	1 898	7 038
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	4 653	5 712	7 813	-	7 813
16 Économie et statistiques	2 236	2 621	359	1 149	1 508
17 Promotion du respect de la propriété intellectuelle	2 608	3 017	2 437	-	2 437
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	4 744	3 914	4 538	-	4 538
19 Communications	11 591	11 877	7 376	-	7 376
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	2 440	4 840	4 563	-	4 563
21 Direction générale	-	-	2 102	-	2 102
22 Gestion du programme et des ressources	-	-	605	-	605
26 Supervision interne	-	-	1 741	-	1 741
TOTAL	118 548	120 236	140 523	6 415	146 939
Ressources consacrées aux activités de développement en pourcentage du budget total	19,2%	19,4%	21,7%		

* Non compris les ressources au titre des projets relevant du Plan d'action pour le développement.

¹ Conformément à la pratique établie, cette catégorie comprend aussi les dépenses pour les pays en transition.

Plan d'action pour le développement

Une estimation des ressources nécessaires pour les projets relevant du Plan d'action pour le développement est présentée dans le tableau ci-dessous.

Projets relevant du Plan d'action pour le développement – résumé des ressources nécessaires à la mise en œuvre 2012-2013
(en milliers de francs suisses)

Projets	Programmes	Budget total 2012-2013			
		Personnel de projet		Autres dépenses	Total
		Nombre	Coût		
Brevets et domaine public ²	Programme 1	-	-	128	128
Propriété intellectuelle et transfert de technologie : élaborer des solutions face aux défis communs ¹	Programme 1	3	300	617	917
Projets de partenariat ouvert et modèles fondés sur la propriété intellectuelle ¹	Programme 1	1	161	574	735
	Programme 16	-	-	30	30
Propriété intellectuelle et création de marques de produits aux fins de développement des entreprises dans les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) ¹	Programme 9	-	-	120	120
Coopération Sud-Sud dans le domaine de la propriété intellectuelle au service du développement parmi les pays en développement et les PMA ²	Programme 9	1	202	755	958
Projet pilote de création de nouvelles académies nationales de propriété intellectuelle ³	Programme 11	-	-	510	510
Donner les moyens d'accéder à l'information en matière de brevets ³	Programme 14	-	-	292	292
Accès aux bases de données spécialisées et appui ³	Programme 14	4	1 006	600	1 606
Propriété intellectuelle et développement socioéconomique ¹	Programme 16	1	252	592	844
Propriété intellectuelle et fuite des cerveaux ²	Programme 16	1	126	150	276
Total		11	2 047	4 368	6 415
Projets relevant du Plan d'action pour le développement financés au moyen des réserves					7 902
Projets relevant du Plan d'action pour le développement financés au moyen du budget ordinaire pour 2010-2011					6 109
Ressources totales allouées aux projets du Plan d'action pour le développement (depuis 2009)					20 427

¹ Approuvé par le CDIP.

² Sous réserve de l'approbation du CDIP.

³ Sous réserve de l'évaluation de la phase 1 et de l'approbation de la phase 2 par le CDIP.

Prise en considération du développement

- L'un des objectifs du processus de planification pour 2012-2013 a été d'intégrer le développement dans tous les objectifs stratégiques et les programmes opérationnels correspondants de l'Organisation, conformément aux recommandations du Plan d'action pour le développement. Ainsi tous les objectifs stratégiques et 40 des 60 résultats escomptés contribuent au développement.
- Les projets et les recommandations relevant du Plan d'action pour le développement ont été intégrés dans tous les programmes pertinents et apparaissent dans les stratégies de mise en œuvre des programmes (ce qui reflète la nature horizontale de l'objectif stratégique III ("Favoriser l'utilisation de la propriété intellectuelle au service du développement") et qui est conforme à la procédure budgétaire appliquée aux projets proposés par le CDIP pour la mise en œuvre des recommandations relevant du Plan d'action pour le développement, telle qu'elle a été approuvée par les assemblées de l'OMPI en 2010²).
- Les bureaux régionaux et les divisions pour certains pays d'Europe et d'Asie et pour les PMA sont avant tout chargés des deux résultats escomptés relatifs aux stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle et au renforcement des capacités.
- Deux résultats escomptés, à savoir : a) le renforcement des institutions de propriété intellectuelle (modernisation des offices de propriété intellectuelle, centres de technologie

et d'appui à l'innovation et service de transfert de technologie) et b) les conseils en matière de législation ont été intégrés dans les secteurs opérationnels (programmes 1, 2, 3, 14 et 15) qui sont chargés de la prestation des services, en étroite coopération avec les bureaux régionaux et les divisions pour certains pays d'Europe et d'Asie et pour les PMA, conformément aux stratégies et aux plans par pays.

Modèle en matière de planification et de fourniture de services

Ce modèle vise à garantir la fourniture de services cohérents aux pays en développement, aux PMA et aux pays en transition.

- Les plans par pays visent à renforcer la participation des États membres au processus de planification grâce à une consultation, à un dialogue stratégique sur les besoins et à la contribution des États membres.

La fourniture d'activités en faveur du développement se fera conformément aux plans par pays. Cela correspond à une transition entre l'approche actuelle qui est fonction de la demande et une approche plus stratégique en fonction des besoins.

- Les plans par pays doivent être mis en place pour l'exercice biennal 2012-2013. Le processus de planification sera souple afin que les priorités puissent être traitées à mesure de leur apparition.

C. DONNEES FINANCIERES

La première ligne (recettes) correspond à 647,4 millions de francs suisses. Cela représente une croissance de 4,7% par rapport à la période 2010-2011.

La proposition de programme et budget est équilibrée – aucun déficit.

Elle correspond à une croissance nominale zéro des contributions des États membres.

Mesures de gestion financière adoptées :

- Élimination des chevauchements et de la duplication des tâches.
- Bon rapport coût-efficacité et évaluation des besoins réels (y compris un examen de l'insuffisance des dépenses au cours de l'exercice biennal).
- Ni création de postes ni nouvel engagement au cours du prochain exercice biennal. L'accent sera mis sur la consolidation des ressources humaines existantes, sur la gestion des résultats et sur l'alignement des effectifs actuels sur les besoins de l'Organisation.
- La régularisation des agents temporaires approuvée par les États membres devrait être entreprise pour 60 postes au cours de l'exercice biennal, sur les 156 postes ayant fait l'objet d'une approbation de principe par les États membres et qui seront régularisés au cours des cinq prochaines années.
- Consolidation des techniques de l'information et de la communication (TIC) dans tous les programmes; systèmes de l'information du PCT, système de Madrid et autres domaines.
- Reclassements et régularisations en nombre limité.
- Externalisation modérée en fonction d'une analyse structurée coûts-avantages.

Ressources extrabudgétaires

Pour renforcer la transparence, l'estimation des ressources extrabudgétaires disponibles pour les activités liées aux programmes a été indiquée programme par programme.

Augmentation des dépenses

Forte pression à la hausse sur les coûts pour les raisons ci-après :

Systèmes d'enregistrement international

- La croissance des systèmes d'enregistrement international doit être prise en considération (par exemple, langues asiatiques)
- Promotion des systèmes d'enregistrement international afin d'en étendre la portée géographique et l'utilisation
- Amélioration de la prestation de services (TIC)

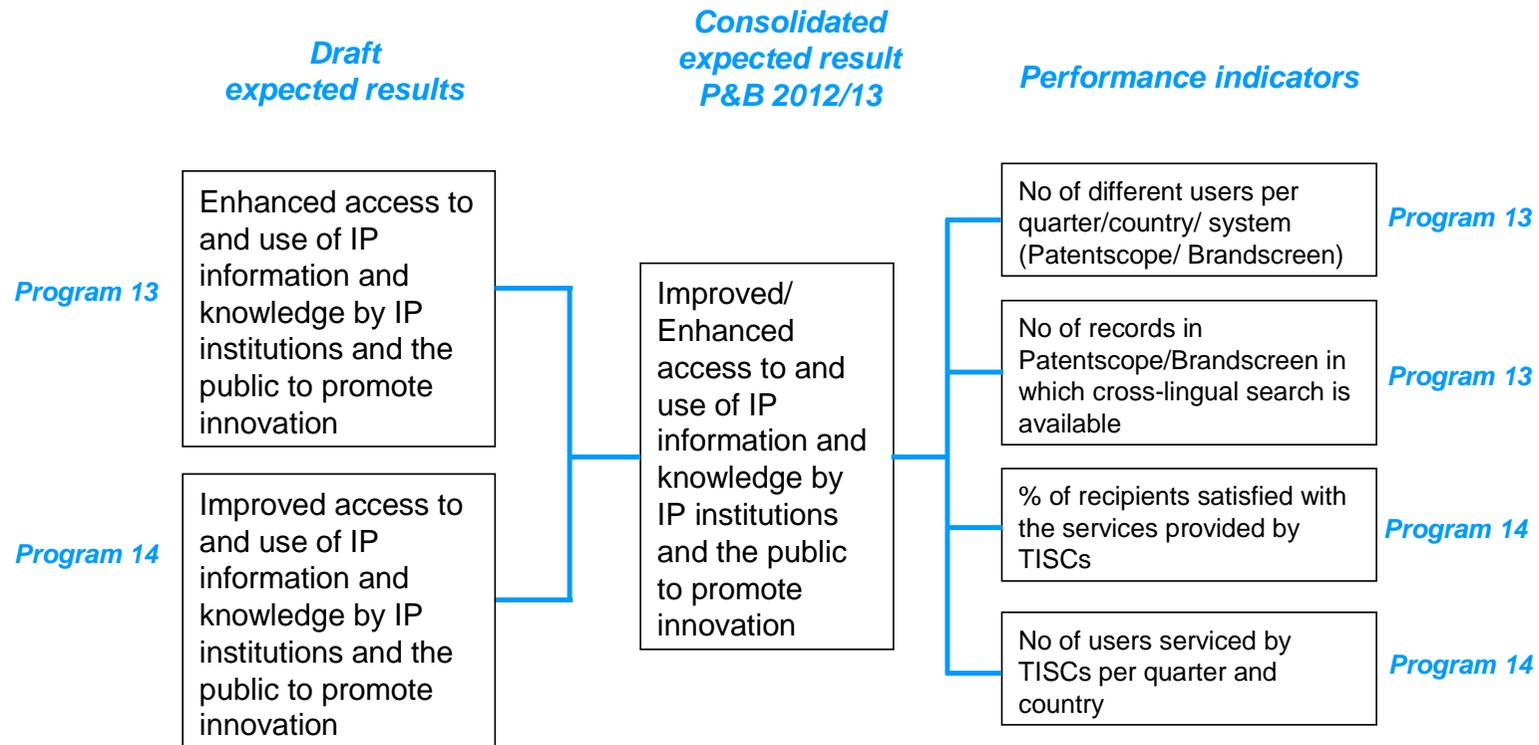
Autres priorités

- Progrès dans les domaines normatifs relatifs à la propriété intellectuelle
- Infrastructure mondiale en matière de propriété intellectuelle
- Croissance de la demande de services en faveur du développement
- Investissements stratégiques dans le domaine des TIC
- Augmentation des coûts d'appui (principalement locaux et sécurité)
- Augmentation des coûts liés au personnel actuel au cours du prochain exercice biennal (y compris augmentations statutaires).

Toutefois, l'augmentation proposée des dépenses a été limitée au niveau de l'augmentation des recettes.

Example of consolidation of expected results

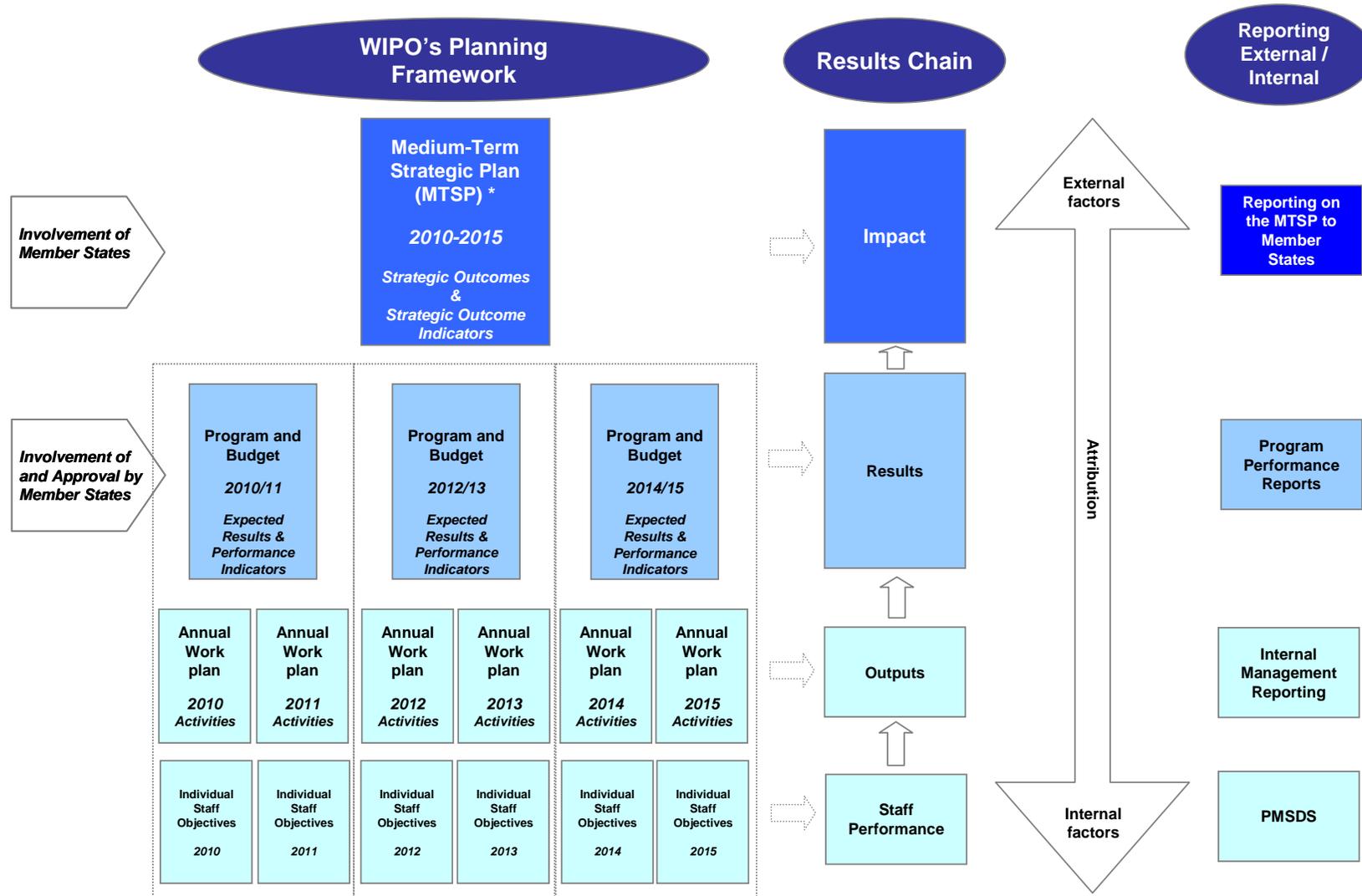
Strategic Goal IV: Coordination and Development of Global IP Infrastructure



Mainstreaming of legislative advice and strengthening IP institutions

Mainstreaming Strategic Goal III - Facilitating the Use of IP for Development & Development Agenda	Strategic Goal I: Balanced Evolution of the International Normative Framework for IP	Strategic Goal III: Facilitating the Use of IP for Development	Strategic Goal IV: Coordination and Development of Global IP Infrastructure
	<p>Enhanced cooperation/greater consensus among Member States on further developing balanced policy and normative frameworks for the international patent system, trademarks, industrial designs, geographical indications, copyright and related rights, TK, TCEs and GRs <i>Proposed Budget 12/13: 15,256</i> <i>Development share: 7,263</i></p> <p>Evidence-based decision making on copyright issues <i>Proposed Budget 12/13: 2,754</i> <i>Development share: 2,754</i></p> <p>Tailored and balanced IP legislative, regulatory and policy frameworks <i>Proposed Budget 12/13: 9,769</i> <i>Development share: 9,530</i></p> <p>Increased protection of State emblems and names and emblems of International Intergovernmental Organizations <i>Proposed Budget 12/13: 556</i> <i>Development share: 37</i></p>	<p>Clearly defined and coherent national innovation and IP policies, strategies and development plans consistent with national development goals and objectives <i>Proposed Budget 12/13: 10,570</i> <i>Development share: 10,570</i></p> <p>Enhanced human resources capacities able to deal with the broad range of requirements for the effective use of IP for development in developing countries, LDCs and countries with economies in transition <i>Proposed Budget 12/13: 35,922</i> <i>Development share: 35,457</i></p> <p>Easier access to IP education <i>Proposed Budget 12/13: 3,903</i> <i>Development share: 3,903</i></p> <p>Upgraded IP Management skills for business <i>Proposed Budget 12/13: 843</i> <i>Development share: 843</i></p> <p>DA principles further mainstreamed into the Organization's programs and activities <i>Proposed Budget 12/13: 4,199</i> <i>Development share: 4,199</i></p> <p>Effective planning, implementation, monitoring, evaluation and reporting on the DA recommendations <i>Proposed Budget 12/13: 1,220</i> <i>Development share: 1,220</i></p> <p>Enhanced understanding of the DA by Member States, IGOs, civil society and other stakeholders <i>Proposed Budget 12/13: 1,523</i> <i>Development share: 1,523</i></p> <p>Recognition by Member States, communities, organizations and other stakeholders of the relevance and effectiveness of WIPO's resources, programs and tools <i>Proposed Budget 12/13: 825</i> <i>Development share: 771</i></p> <p>New or strengthened cooperation mechanisms, programs and partnerships in LDCs <i>Proposed Budget 12/13: 1,517</i> <i>Development share: 1,517</i></p> <p>Increased understanding/capacity of SMEs to successfully use IP to support innovation and commercialization <i>Proposed Budget 12/13: 5,253</i> <i>Development share: 5,253</i></p> <p>Increased extra-budgetary resources available for IP for development, either through direct contributions to WIPO or access to other external funding mechanisms <i>Proposed Budget 12/13: 1,769</i> <i>Development share: 1,429</i></p>	<p>Updated and globally accepted system of international classifications and WIPO standards to facilitate access, use and dissemination of IP information among stakeholders in the world <i>Proposed Budget 12/13: 6,932</i> <i>Development share: 1,213</i></p> <p>Enhanced access to, and use of, IP information and knowledge by IP institutions and the public to promote innovation and increased access to protected creative works and creative works in the public domain <i>Proposed Budget 12/13: 14,974</i> <i>Development share: 12,478</i></p> <p>Increased dissemination of digitized patent collections of national/regional offices of WIPO Member States <i>Proposed Budget 12/13: 1,210</i> <i>Development share: 302</i></p> <p>Timeliness of Patentscope updates regarding PCT applications <i>Proposed Budget 12/13: 2,159</i> <i>Development share: 540</i></p> <p>Enhanced technical and knowledge infrastructure for IP Offices and other IP institutions leading to better services (cheaper, faster, higher quality) to their stakeholders <i>Proposed Budget 12/13: 16,832</i> <i>Development share: 16,540</i></p>

WIPO's Results Based Management (RBM) Framework



* MTSP and) and the comments from Member States as reflected in the report of the Assemblies 2010 and its annex